



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Gaz-petrole-la-Nouvelle-Zelande-n-autorisera-plus>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Gaz/pétrole : la Nouvelle-Zélande n'autorisera plus de nouvelle exploration offshore**

12 avril 2018

Gaz/pétrole : la Nouvelle-Zélande n'autorisera plus de nouvelle exploration offshore

Wellington (Nouvelle-Zélande) - La Nouvelle-Zélande va renoncer à toute nouvelle exploration pétrolière ou gazière offshore afin de lutter contre le réchauffement climatique, a annoncé le gouvernement, que l'opposition a d'emblée accusé de "vandalisme économique".

©AFP / 12 avril 2018 05h15

"Nous prenons une mesure importante pour nous attaquer au changement climatique et créer un avenir propre, vert et durable pour la Nouvelle-Zélande", a annoncé la Première ministre Jacinda Ardern (centre-gauche).

L'industrie pétrolière et gazière néo-zélandaise génère chaque année 2,5 milliards de dollars néo-zélandais (1,4 milliard d'euros), dont 1,5 milliard pour les seules exportations. Elle emploie 11.000 personnes.

Mme Ardern a clairement précisé que cette décision ne portait pas sur les permis d'exploration et de forage déjà accordés, ce qui fait qu'aucun emploi actuel ne serait affecté.

Elle a également annoncé une limitation des nouveaux permis inshore qui seraient octroyés dans la région de Taranaki, sur l'île du Nord, où se concentre le secteur pétrolier et gazier néo-zélandais.

"Nous visons un juste équilibre pour la Nouvelle-Zélande.. Nous protégeons un secteur existant et nous protégeons du réchauffement climatique les générations futures", a-t-elle dit.

Les questions environnementales avaient été l'an passé au coeur de la campagne de Mme Ardern, qui a forgé une coalition avec les Verts.

Elle a indiqué avoir été témoin des impacts du réchauffement climatique en visitant le mois dernier les Samoa et les Tonga, qui ont récemment été frappés par un violent cyclone.

Elle a estimé que la Nouvelle-Zélande se devait d'être à la pointe du combat contre le réchauffement climatique.

"Nous avons été leaders mondiaux sur des sujets importants, en nous tenant à l'écart du nucléaire, en étant les premiers à soutenir le droit de vote pour les femmes", a-t-elle rappelé..

"Maintenant, nous pourrions être un leader mondial en neutralisant les émissions de carbone. Nous le devons aux générations futures."

Le gouvernement a indiqué qu'il y avait actuellement 31 permis d'exploration gazière et pétrolière, dont 22 offshore.

Des associations environnementales ont salué la décision néozélandaise, Greenpeace affirmant notamment : "La tendance s'est irrémédiablement retournée contre les Supermajors en Nouvelle-Zélande."

"C'est un grand pas en avant pour la Nouvelle-Zélande et un tournant dans la transition vers une économie fondée sur les énergies propres", a déclaré de son côté la directrice de WWF en Nouvelle-Zélande, Livia Esterhazy.

Mais l'opposition conservatrice du Parti national a accusé Mme Ardern de "*vandalisme économique*" qui pourrait mettre en péril des milliers d'emplois.

Le député Jonathan Young a indiqué que le gaz contribuait à l'indépendance énergétique du pays et observé que la décision du gouvernement signifiait que la Nouvelle-Zélande devrait d'ici 10 ans importer des ressources beaucoup plus polluantes comme le charbon quand les réserves gazières seraient épuisées.